

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 11 JANVIER 2016

SOMMAIRE

- 1) Elle ne supporte plus
- 2) Chute vertigineuse
- 3) Elle lui met une claque
- 4) L'école fabrique des incultes
- 5) La gauche devenue droite de remplacement
- 6) Les fonctionnaires votent de plus en plus FN

Gérard Diez La Presse en Revue

MEILLEURS VOEUX



I) Anne Hidalgo : « La politique nationale m'est devenue encore plus insupportable »

Le Monde.fr Propos recueillis par Annick Cojean



Anne Hidalgo à la COP21 le 25 novembre 2015. ERIC GAILLARD/REUTERS

La maire de Paris, qui dit avoir « confiance [en elle] depuis toujours », revient sur son parcours familial et personnel, les raisons de son engagement en politique et sur les attentats qui ont frappé Paris.

Je ne serais pas arrivée là si...

... Si mes parents, fuyant l'Espagne franquiste, n'avaient pas immigré en France avec la conviction que l'avenir de leurs deux filles passerait par l'éducation et que tout leur serait un jour possible. A condition de travailler bien sûr. Là-dessus, on ne transigeait pas. Pour mon père, fils de républicain espagnol qui s'était réfugié en France pendant la guerre d'Espagne, ce pays avait une dimension mythique : c'était la patrie de Victor Hugo et le pays de l'éducation par excellence. Il avait dû quitter l'école très tôt et travaillait dans les chantiers navals de Cadix. Ma mère était couturière. La vie en Espagne était extrêmement dure. Ils sont venus en France portés par un idéal et le rêve d'une parfaite intégration. La famille n'avait pas beaucoup de moyens, c'était même souvent la dèche, mais c'était

joyeux, aimant, et surtout plein d'espoir : « Tout ce que tu voudras faire, tu pourras le faire, si tu t'en donnes les moyens. » Tout est parti de là.

Ça donne des ailes !

Oui. Et j'ai toujours avancé dans la vie très librement. Pas question d'être condamnée à une étiquette ou enfermée dans une case. Une façon intuitive de lutter contre les déterminismes que je pressentais. J'ai toujours été convaincue que je ferais ce que j'aurais envie de faire.

Et aviez-vous très jeune un grand rêve ?

Plein ! D'abord des rêves d'aventures. Car mon père me racontait les voyages qu'il avait faits très jeune, engagé sur des pétroliers de la marine marchande espagnole. J'ai passé des heures à tourner les pages d'un vieil atlas des années 1930 et à rêver sur les cartes du monde. Et j'ai voulu être chanteuse, danseuse, bergère. J'avais toujours de grandes fulgurances et je ne doutais pas un instant que tout serait possible. Quand on n'a rien, à part une base familiale heureuse, l'horizon est

est infini.

A quel moment se décide l'engagement politique ?

Mon histoire familiale m'a donné l'impression d'être engagée depuis toujours : mon grand-père était combattant antifranquiste, mon père syndicaliste, profondément de gauche. Mais mon engagement à moi, ce fut dans l'univers du travail. Car dans mon milieu ouvrier, les adultes – parents, oncles, amis – ne parlaient que de ça : leur travail et ce qui se passait autour. Et cela me passionnait. Alors en fac de droit, j'ai très vite opté pour le droit du travail. Puis l'inspection du travail, qui est un corps très sélectif, et que j'ai intégré très jeune. Avec la soif d'être utile. Ce secteur m'a passionnée en tant que militante syndicaliste et membre d'une association de juristes du travail très active. Aucune envie, alors, de prendre une carte au Parti socialiste !

C'est pourtant ce que vous faites en 1994.

Oui, après les législatives catastrophiques de 1993. Je me suis dit : c'est trop facile d'être critique quand on n'a pas les mains dans le cambouis. Vas-y ! Mouille le maillot ! Je n'avais pas la moindre velléité de carrière politique, ce sont les questions sociales qui m'intéressaient. Mais les événements se sont enchaînés après la victoire de Lionel Jospin en 1997. Je suis entrée au cabinet de Martine Aubry, ai fait partie des commissions nationales sur l'emploi, sur les femmes, etc. Et puis la loi sur la parité m'a poussée à m'intéresser aux municipales. J'ai été désignée tête de liste dans le 15^e arrondissement et Bertrand Delanoë, élu en 2001, a fait de moi sa première adjointe. Voilà. J'étais loin de penser à lui succéder ! Au contraire !

Au contraire ?

Entre 2001 et 2004, je me suis demandée tous les matins : mais qu'est-ce que tu fous là ? Pourquoi est-ce que tu t'embêtes avec ces batailles d'appareil, ces rivalités personnelles, ce machisme insupportable ? Si c'est ça la politique, franchement, cela se fera sans moi ! Car j'avais beau avoir 20 ans de vie professionnelle dans les pattes et acquis dans mon métier une vraie légitimité, certains qui attendaient leur tour depuis longtemps me voyaient comme un ovni et prétendaient que je « n'existais » pas ! Le grand mot en politique. Et puis Bertrand m'a demandé de réfléchir. « Une femme à la mairie de Paris, ce peut être un sacré challenge politique ! Ton destin,

c'est Paris. » En effet... J'ai travaillé et j'ai construit.

Cette semaine a été marquée par le premier anniversaire de l'attentat contre Charlie Hebdo. Quels souvenirs gardez-vous de ce terrible 7 janvier 2015 ?

Les douilles sur le sol et la gravité des regards lorsque j'arrive au pied de l'immeuble de Charlie sans connaître encore les détails de ce qui s'est passé. Le visage marqué du procureur François Molins qui sort du bâtiment. Les larmes de Patrick Pelloux qui s'accroche à François Hollande en disant : « Charb est mort ! » Et puis ce théâtre dont on ouvre les portes pour accueillir familles et survivants et où je me rends compte, en voyant arriver Véronique Cabut, que c'est tout un monde qui s'est écroulé. Très vite, il me faudra réunir les présidents de tous les groupes politiques car je veux que l'on s'exprime sans clivage partisan, au nom des élus parisiens, et qu'on trouve les mots justes pour parler de notre ville. C'est fondamental.

Ne ressentez-vous pas le vertige du défi personnel ? « J'ai voulu ce poste, je dois être à la hauteur, c'est mon heure de vérité ? »

Ce n'est pas mon heure de vérité, il ne s'agit pas de moi à cet instant. Ce type de pensée ne m'encombre pas. Je suis à 100 % dans mon rôle de Maire de Paris et je reste à ma place, il y a tant à faire. Y compris devant l'Hyper Cacher, alors que la tension est à son comble, que les familles des otages s'agglutinent et qu'on attend l'assaut. Se soucier des écoles alentour ; aller dans la crèche à côté rassurer la directrice et les enfants ; faire le go-between avec la Préfecture ; calmer les personnalités qui arrivent ; appeler BFM en disant : arrêtez tout de suite les caméras ou je ne vous lâcherai pas s'il y a des morts liés au fait que le terroriste voit vos images en direct. Etc. Etc. Ce n'est vraiment pas le moment de se poser des questions existentielles ! Une ville, c'est un organisme vivant, sensible. Et quand vous en êtes la maire, que vous la ressentez au plus profond de vous-même, alors il faut faire confiance à vos intuitions.

Le 13 novembre, dix mois plus tard, ressemble à un cauchemar.

Quand j'arrive près du Bataclan vers 22 h 45, l'assaut n'a pas été donné mais on sait qu'il y a déjà des dizaines de morts. Des personnes

parviennent à s'échapper, en sang, hagardes. La zone n'est pas sécurisée, les secours n'ont pas encore l'accès, alors ce sont les policiers et les pompiers qui évacuent des morts et des blessés sur des barrières Vauban et des palissades de chantier. Des porches d'immeubles sont ouverts où l'on entrepose des corps. Je vois des gens qui meurent. J'appelle Patrick Pelloux au Samu pour lui demander d'envoyer plus d'ambulances. Puis, il y a un mouvement de panique. Un terroriste est peut-être sur le toit. Il faut évacuer la rue et l'on part en courant se réfugier sous un porche. Tout le monde pleure autour, c'est une horreur. Et je vois dans cette jeunesse la tête de nos gamins...

Y a-t-il un moment où vous vous sentez submergée ?

On ne peut pas donner cette victoire à ceux qui ont voulu nous tuer. Il faut prendre sur soi, ravalé ses larmes, être totalement dans le moment pour prendre les décisions qui s'imposent. Faire passer le message sur tous les panneaux de la ville de rester chez soi. Et puis, plus tard, une fois décrété l'état d'urgence, annoncer que demain, toutes les écoles et les équipements publics seront fermés. Il faut organiser des lieux appropriés pour les cellules psychologiques, à l'Hôtel-Dieu et à la mairie du 11e. Appeler la RATP pour prévoir des bus dans la nuit. Contacter des compagnies de taxis. Convoquer une réunion de crise pour le lendemain...

A quelle heure êtes-vous rentrée chez vous ?

Vers 5 heures. Et je n'ai pas pu dormir.

Vous faites partie de ce que les psychiatres appellent les « impliqués », ceux qui ont vécu de très près cet événement traumatisant. Avez-vous ressenti un besoin d'aide ?

Je ne l'ai pas sollicitée. J'aurais pu. Car il y a eu des scènes très marquantes et je ne pourrai plus jamais voir ces lieux comme je les voyais avant. Impossible.

Y a-t-il des choses que l'on apprend sur soi-même lorsqu'on est confronté à un événement d'une telle violence ?

Ça vous fait forcément grandir. Et puis cette confrontation si soudaine, si violente, avec la mort vous oblige à certains ajustements. Elle me donne en tout cas envie, dans ma fonction de maire, d'aller à l'essentiel, de ne pas me perdre devant ce qui n'est qu'artifice ou posture. La

fragilité de la vie – et de la ville – vous saute à la figure. Tout peut basculer d'un instant à l'autre. Alors, il faut faire les choses avec profondeur, justesse, authenticité. Jamais par calcul, facilité ou démagogie. Je suis plutôt cash d'habitude. Eh bien ça m'a poussée à l'être davantage. Et à me donner des libertés supplémentaires pour poser un regard lucide sur les choses. La politique nationale m'en est devenue encore plus insupportable. Avec ses élites qui sortent du même moule et ses écoles de marketing politique qui sacralisent le sondage. Il est plus que temps de renouveler la classe politique !

« Deviens ce que tu es »... Un an et demi d'exercice du pouvoir vous a-t-il « révélée » et donné davantage d'assurance ?

Non. J'ai appris, bien sûr. Mais j'ai confiance en moi depuis toujours. Je ne me suis jamais vécue comme quelqu'un de fragile. Maintenant moins que jamais.



Annick Cojean (Propos recueillis par)
Journaliste au Monde

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) La cote de Hollande rechute lourdement

Pierre-Alain Furbury / Chef adjoint du service France |

Plombée par un « déficit de crédibilité » sur l'économie, la cote de confiance du chef de l'Etat chute de 7 points dans le baromètre Elabe pour « Les Echos ».

Une déchéance... sondagière. François Hollande entame l'année par une chute particulièrement lourde dans le baromètre Elabe pour « Les Echos » et Radio Classique. La cote du chef de

l'Etat s'affaisse de 7 points en un mois, perdant la quasi-totalité de ses gains de décembre (9 points), après les attaques djihadistes. A peine 26 % des Français lui font aujourd'hui « confiance » pour « résoudre efficacement les principaux problèmes qui se posent au pays », 3 % lui faisant « tout à fait confiance ». A l'inverse, la proportion d'opinions négatives fait un bond de 8 points, à 71 %, et 41 % ne lui font « pas du tout confiance ». Dans son sillage, Manuel Valls perd 4 points de confiance, à 32 % contre 64 %.

Le coup est rude

Même s'il n'est plus sous la barre des 20 %, sous laquelle il était tombé à l'automne 2014, le coup est rude pour le locataire de l'Élysée. Bernard Sananès, le président de l'institut Elabe, l'explique moins par les cafouillages sur la déchéance de nationalité, même s'ils ont « pollué la séquence des vœux », que par « le retour des questions économiques » : « Après la sidération, l'émotion et le rassemblement, on est entré dans un moment différent. Les attentats sont passés, mais tous les problèmes demeurent, le terrorisme en plus. »

VIDEO L'analyse d'Yves-Marie Cann (Elabe)

<http://videos.lesechos.fr/news/interviews/popularite-hollande-entraîne-valls-dans-sa-chute-4689643155001.html>

François Hollande fait les frais de son « déficit de crédibilité économique », sur fond d'absence de résultats tangibles, analyse Bernard Sananès. Revenir sur le terrain de l'emploi le 31 décembre le renvoie, de facto, à son bilan. Et sa déclaration d'« état d'urgence économique et social » se heurte au scepticisme des Français, auquel il n'a eu de cesse, depuis 2012, de promettre l'inversion de la courbe du chômage.

Deux petites consolations

S'il reste stable chez les jeunes (la tranche d'âge où il est le plus haut, à 35 %) comme chez les sympathisants de droite et du centre (où il ne dépasse pas 12 % de bonnes opinions), le chef de l'État voit sa cote de confiance baisser partout. Il recule de 10 points en un mois chez les cadres (à 33 %) et de 8 points parmi les ouvriers (à 20 %). Il perd 6 points chez les sympathisants de gauche comme parmi ses électeurs du premier tour de 2012. Il chute de 19 points parmi ceux de Jean-Luc Mélenchon (à 22 %), de 6 chez ceux de

de François Bayrou (22 %) et de 10 parmi ceux de Marine Le Pen (2 %).

François Hollande ne saurait trouver dans ce sondage que deux petites consolations. D'un côté, sa cote chez les sympathisants de gauche (62 %) dépasse celle de Manuel Valls (60 %), une première depuis que ce dernier est à Matignon. De l'autre, Alain Juppé et surtout Nicolas Sarkozy sont en baisse. « L'équation est aussi difficile pour la droite », note un haut responsable socialiste, qui veut croire que le président a « un petit chemin » pour l'emporter en 2017, même s'il est « escarpé ».

Sondage réalisé par Internet les 5 et 6 janvier 2016, auprès d'un échantillon de 1.000 personnes, méthode des quotas.

lesechos.fr

III) Déchéance de nationalité : Hollande subit un premier camouflet à l'Assemblée

Par Emmanuel Berretta

Le piège se referme sur Hollande. Les députés socialistes membres de la commission des Lois ont rejeté à une écrasante majorité la déchéance de nationalité.



Elle est loin la belle unanimité du 16 novembre, quand François Hollande devant le Congrès de Versailles se disait favorable à la déchéance de nationalité pour les binationaux coupables de terrorisme. © AFP/ ERIC FEFERBERG

Panique au sommet de l'État ! La grogne socialiste contre la déchéance de nationalité des terroristes binationaux va connaître un premier obstacle à l'Assemblée nationale. Vendredi, lors de leur déjeuner à la questure, les commissaires

socialistes de la commission des Lois ont évoqué le texte et se sont prononcés par un vote écrasant contre l'article 2 de la réforme constitutionnelle portant sur la déchéance de nationalité. Par 16 voix contre 2, cet article qui fait polémique depuis un mois a été jugé inacceptable... C'est une première ! On notera d'ailleurs au passage que la majorité d'entre eux sont vallsistes...

Jean-Pierre Sueur, responsable socialiste de la commission des Lois au Sénat, et Marie-Pierre de La Gontrie, responsable du pôle justice au Parti socialiste, étaient présents autour de la table. On estime à une centaine le nombre de députés socialistes qui s'abstiendraient si le chef de l'État devait s'obstiner à présenter la déchéance des binationaux nés français à l'Assemblée nationale, sans compter une trentaine de députés PS (les frondeurs) qui voteraient carrément contre.

Des ministres gênés et qui se taisent

À ce stade, le chef de l'État essuie donc une contestation au sein même de son gouvernement, puisque Christiane Taubira maintient publiquement une position hostile à la déchéance, mais s'apprête à subir un nouveau camouflet parlementaire. « À ce stade, il ne peut plus espérer que le rapporteur du texte à l'Assemblée nationale y soit favorable », précise-t-on de source parlementaire. Ce serait quand même un comble qu'une révision constitutionnelle – qui n'est pas une petite chose – soit portée par une ministre et un rapporteur tous deux hostiles au texte qu'ils sont censés défendre... On sombre dans le ridicule le plus achevé de toute l'histoire parlementaire de la Ve République.

Christiane Taubira n'est pas la seule ministre au sein du gouvernement à éprouver de vives réticences vis-à-vis de la déchéance de nationalité, une mesure que d'autres jugent tout aussi inefficace vis-à-vis de la menace, bien réelle, des terroristes. « Le président de la République sait que beaucoup de ses ministres sont réservés, nous confie l'un d'eux. Il nous a demandé unité et solidarité.

Personne ne va exprimer son malaise [sauf Taubira, NDLR], mais personne ne va soutenir. La triangulation politique trouve ses limites ! » Un autre député PS nous indique quant à lui subir une pression de la part d'un ministre menaçant. « Il m'a fait le coup de la dissolution ! » glisse-t-il au Point. Comme si Hollande allait sérieusement appuyer sur le bouton rouge si on lui refusait sa révision constitutionnelle...

« Ni ségrégation ni apatride »

Le piège, au départ tendu à la droite, se referme sur François Hollande qui avait manifestement sous-estimé les réticences des siens. La déchéance de nationalité intervient en quelque sorte comme « la goutte d'eau qui fait déborder le vase », selon l'expression d'un membre du gouvernement. Il est difficile pour certains députés socialistes d'entériner le fait qu'à travers la déchéance de nationalité, les citoyens français soient traités différemment selon qu'ils sont binationaux ou pas. Ils conspuent cette « hiérarchisation » implicite entre Français qu'ils estiment dangereuse pour l'unité nationale. Un débat sur les principes qui ne touche pas l'opinion, quant à elle, très favorable à l'extension de la déchéance de nationalité aux binationaux nés français et condamnés définitivement pour terrorisme.

Néanmoins, le Parti socialiste travaille toujours à un texte de compromis qui ne crée « ni ségrégation ni apatride », selon l'expression de Jean-Christophe Cambadélis. L'idée générale consiste à parvenir à un compromis « non pas avec la droite, mais avec le Sénat », précise-t-il. En effet, la révision constitutionnelle implique que le texte soit voté dans les mêmes termes par l'Assemblée nationale et le Sénat avant d'être examiné par le Congrès qui l'approuve par une majorité aux trois cinquièmes (soit 755 parlementaires). Si le texte est repoussé à l'Assemblée nationale, cette rebuffade contre François Hollande en provenance de son propre camp lui coûterait très cher en termes de crédibilité... Mais quand on joue avec les allumettes, on prend forcément le risque de se brûler les doigts.

Le Point

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Natacha Polony : «L'école ne fabrique plus des hommes libres, mais des incultes !»

Alexandre Devecchio



Théorie du genre, Vincent Peillon, feuille de route sur l'intégration, Natacha Polony revient sans langue de bois sur les polémiques autour de l'école qui ont émaillé cette semaine.

Polémique autour de la théorie du genre, dérives communautaires, résultat catastrophique au classement Pisa, l'école Française est en crise. Dans votre dernière chronique pour le Figaro, vous écrivez, «l'école n'instruit plus, n'éduque plus, elle rééduque». Qu'entendez-vous par là?

Natacha Polony - Le vieux débat entre instruction et éducation est complexe. Pour les tenants de l'instruction, dont je fais partie, l'école doit transmettre des savoirs universels. C'était le projet de Condorcet qui est le premier à avoir pensé l'école de la République à travers ses cinq mémoires sur l'instruction publique. A l'époque, on parlait bien d'instruction et non d'éducation, cette dernière revenant aux familles. Certes, l'école transmettait aussi des valeurs, mais celles-ci passaient par l'histoire, la littérature, les textes. Et c'est en cela qu'elles étaient émancipatrices puisqu'elles étaient le fruit d'un savoir. Au cours de la seconde moitié du XXe siècle cet équilibre a été bouleversé. Les savoirs ont peu à peu été abandonnés au profit de ce que les «pédagogistes» appellent le «savoir être». Dans le socle commun de connaissances et de compétences défini par l'Education nationale, les grands textes officiels du savoir sont mis sur le même plan que certaines «compétences» qui relèvent de l'éducation des familles tel que «le savoir vivre ensemble» ou «le savoir respecter autrui». La polémique autour de

la théorie du genre, bien qu'elle ait été instrumentalisée par certains extrémistes, illustre la propension de l'école à vouloir concurrencer la vision du monde transmise aux enfants par leurs parents. Il me paraît plus urgent d'apprendre aux élèves à lire, écrire et compter. En tant qu'héritier des Lumières, Condorcet misait sur l'intelligence pour élever les esprits. C'est par là que passe le combat pour l'émancipation et non par un vague catéchisme moralisateur.

Pour ne pas faire de sélection, l'école nivelle par le bas en sacrifiant les savoirs fondamentaux au profit de choix pédagogiques démagogiques et accessoires.

La focalisation de l'école sur les questions de société n'est-elle pas justement un moyen de masquer son échec sur l'apprentissage des savoirs fondamentaux?

Certainement, mais à l'inverse la focalisation sur les questions de société est aussi l'une des causes de la crise actuelle de l'école. En effet, un collégien de troisième d'aujourd'hui cumule deux ans de retard de cours de Français par rapport à un élève des années 1970. La volonté de l'école de tout faire, l'hygiène, l'antiracisme, la sécurité routière, l'éloigne de ses missions originelles. J'ai noté le cas concret d'une classe qui a fait appel à 11 intervenants extérieurs en une semaine. Dans ces conditions, comment dégager du temps pour apprendre aux élèves à lire? Il faut effectuer des choix. Cette focalisation sur les questions de société est aussi une manière de tromper les élèves sur leur niveau réel. Pour ne pas faire de sélection, l'école nivelle par le bas en sacrifiant les savoirs fondamentaux au profit de choix pédagogiques démagogiques et accessoires.

Hormis cette dérive sociétale, quelles sont les causes profondes de cette faillite de l'école de la République?

Les parents qui ont une vision consumériste de l'école se déchargent de leurs responsabilités. Gavés de télévision, les enfants ne sont plus habitués à contrôler leurs pulsions et à obéir.

Il y a deux problèmes qui se conjuguent. Le premier dépend de l'école elle-même. Depuis les années 70, les pédagogies constructivistes, d'après lesquelles c'est l'enfant qui construit lui-même son savoir, ont pris le pouvoir dans l'enseignement. Par exemple en ce qui concerne l'apprentissage de la lecture, les neurosciences prouvent que la méthode syllabique est plus efficace que les

méthodes mixtes ou globales. C'est pourtant ces dernières qui sont privilégiées par la majorité des enseignants. Pour lutter contre l'illettrisme, il faut revenir d'urgence aux méthodes classiques et arrêter de caresser les élèves dans le sens du poil.

Le second problème est le fruit de la société. Les parents qui ont une vision consumériste de l'école se déchargent de leurs responsabilités. Gavés de télévision, les enfants ne sont plus habitués à contrôler leurs pulsions et à obéir. Ils sont donc plus difficiles à gérer pour les professeurs. Comme l'explique Marcel Gauchet, l'évolution de l'individualisme contemporain rend très difficile la transmission. L'école est confrontée à ce délitement du lien républicain.

Avec le rapport puis la feuille de route sur l'intégration, la gauche a relancé le débat sur l'interdiction du voile et plus largement sur le multiculturalisme à l'école. Le risque n'est-il pas de faire de cette dernière l'otage de tous les communautarismes?

La problématique du voile à l'école remonte à 1989 lorsque Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, saisit le Conseil d'Etat après l'exclusion à Creil de deux collégiennes portant le tchador, puis publie une circulaire statuant que les enseignants ont la responsabilité d'accepter ou de refuser le voile en classe, au cas par cas. Or il existait déjà une circulaire, la circulaire Jean Zay du 15 mai 1937 qui rappelait la laïcité de l'enseignement public et demandait aux chefs d'établissements de n'admettre aucune forme de prosélytisme dans les écoles. Il y a donc eu carence de l'État. Le rôle des pouvoirs publics était d'affirmer la validité de cette circulaire et de faire respecter l'esprit et la lettre de la loi de 1905. Cela nous aurait évité de perdre un temps considérable et d'en passer par une nouvelle loi sur la laïcité en 2004. Venir réveiller cette question aujourd'hui est une bêtise effarante qui montre qu'une partie de la gauche a encore la tête farcie d'idées délirantes! Cette gauche-là a renoncé au projet d'intégration allant jusqu'à nier la préexistence du pays d'accueil, à nier son identité. Il n'y a plus d'hôte, plus d'accueilli. Or, une nation ne peut se perpétuer que lorsqu'elle transmet son héritage. Nous avons cessé de transmettre, pas seulement aux étrangers, à tous nos enfants.

Dans une interview accordé à Libération, Vincent Peillon en appelle pourtant à la défense de l'école républicaine... Qu'en dites-

vous? Cela va-t-il dans le bon sens?

Vincent Peillon se veut un ministre philosophe et connaisseur de l'histoire de l'école. Mais il se paie de mots et se réfugie derrière les valeurs et les principes pour mieux pratiquer l'ambiguïté. Les grandes déclarations sont pour lui un moyen d'éviter les vraies questions qui sont la refonte du système des mutations, pour que les jeunes professeurs ne soient plus parachutés dans les classes les plus difficiles, et celle des méthodes d'apprentissage. Comme ses prédécesseurs, il préfère se concentrer sur des questions annexes et dérisoires: les rythmes scolaires, les 60 000 postes supplémentaires ou encore la théorie du genre. Pendant ce temps-là, l'école est incapable d'apprendre aux élèves à lire et à écrire. Elle ne fabrique plus des citoyens, plus des hommes libres, mais des incultes qui seront dépendants des discours les plus idiots! Si 80 % d'une classe d'âge va jusqu'au baccalauréat aujourd'hui, l'école est pourtant plus inégalitaire que jamais. Les statistiques sont terribles. Dans les années 60, 14 % des élèves des milieux défavorisés accédaient aux grandes écoles. Ils ne sont plus que 6 % aujourd'hui.

LE FIGARO · fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Mitterrand ou la gauche face à son grand deuil

Par Edwy Plenel

Il y a vingt ans, le 8 janvier 1996, décédait à Paris François Mitterrand qui fut le premier président de la Cinquième République élu à gauche, sous la bannière du Parti socialiste. Revisiter cette époque, d'où sont issus ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir, c'est prendre la mesure de l'égarement d'une gauche de gouvernement, devenue droite de remplacement.

« Ce sera comme un grand deuil. » Le 24 mars 1993, après des élections législatives catastrophiques pour la gauche, François Mitterrand tient à l'Élysée son dernier conseil des ministres avec ceux de son camp avant de devoir cohabiter avec la droite, pour les deux ans de présidence qui lui restent. Durant vingt minutes, sans notes, il va s'adresser aux quarante et un ministres et secrétaires d'État, en présence du premier ministre, Pierre Bérégovoy, dont le suicide, le 1er mai suivant à Nevers, résonnera comme l'écho funèbre de cette déclaration crépusculaire.

« On ne parviendra pas à me faire entrer dans la "ratière"... » Alors qu'il est défait, que sa politique a conduit sa famille politique à la déroute, François Mitterrand s'exprime comme un chef de guerre, non sans panache. Il a fait le choix de rester au pouvoir, de cohabiter de nouveau avec la droite, comme de 1986 à 1988. En d'autres termes de survivre, seul, dans la débâcle collective, à l'abri des institutions présidentielles. S'efforçant de désarmer la critique, il se présente avec habileté comme une sorte de résistant qui, en tenant la place, éviterait le pire. Et préserverait à lui seul l'avenir alors que son règne, le plus long de notre histoire républicaine (1981-1995), en est à sa douzième année.

« J'ai un devoir à accomplir, explique-t-il. Devoir d'État, bien sûr, mais aussi celui de signifier que les forces rassemblées au cours de ces douze dernières années ne sont pas anéanties et qu'elles auront encore, dans l'avenir, un rôle à jouer. Je dois incarner ce combat, et je le ferai. » C'est ainsi qu'il en vient à surenchérir politiquement, tenant un discours radical après avoir commencé par constater que « des millions de citoyens se

sont sentis abandonnés (...) car nous n'avons pas su conserver, ou retrouver, une doctrine assez ferme ».

« N'oubliez pas que pour imposer des lois simplement équitables, il faut souvent des révolutions », lance-t-il alors même que sa présidence a fini par accompagner la conversion de la gauche non pas au réel mais à l'état de fait et à l'ordre des choses, ses injustices et ses conservatismes. S'en prenant aux « puissances d'argent » et évoquant « la défense des acquis sociaux », il souligne que « ceux qui possèdent veulent toujours posséder plus » devant un gouvernement qui, pourtant, compte Bernard Tapie comme ministre de la ville et dont le premier ministre a été atteint, via son entourage quand il était ministre des finances, par le premier scandale de délit d'initiés, l'affaire Pechiney.

« Il faudra vous battre », ne cesse-t-il de répéter, comme un refrain testamentaire, avant d'évoquer la mort – « Dites-vous que, quelle que soit la situation, on n'est jamais vraiment seul. Jamais, sauf devant la mort. Oui, devant la mort on est seul ». C'est alors que survient un silence, spontané ou calculé, peu importe, tous les participants sachant que Mitterrand se bat, depuis longtemps, avec son cancer, détecté fin 1981 mais caché, tel un secret d'État, jusqu'en septembre 1992. Un silence que trouble seulement la pendule posée face au président de la République, qui sonne les douze coups de midi.

Puis François Mitterrand reprend, et c'est alors qu'il en vient à parler du « grand deuil » au terme d'une envolée où il évoque les banlieues et les jeunes : « Tout plutôt que l'étranglement dans le silence de l'ombre. Et soyez sûrs que, sur un certain nombre de points, je ne transigerai jamais. Et, s'il le faut, je demanderai aux Français de trancher. Je vous souhaite bonne chance à tous. À nous tous. J'espère que nous ne verrons pas flamber les banlieues. Que nous ne verrons jamais les CRS tirer sur les jeunes des cités en révolte. J'espère que non... Lundi un poids énorme tombera sur vos épaules. Ce sera comme un grand deuil. »

Grand deuil, expression d'un temps ancien quand, rappelle le dictionnaire Littré, on portait « le costume de deuil dans toute sa rigueur ». Convoquer ce spectre mitterrandien, c'est souligner ce qui, s'agissant de sa postérité socialiste, est définitivement perdu : cette capacité à faire surgir un au-delà de la politique politicienne, un horizon idéologique ou

stratégique qui fasse contrepoint aux arrangements, compromissions et capitulations. Qui sauve une espérance, fût-elle à reconstruire contre une part de son héritage.

Aventurier de la politique, capable du meilleur dans l'opposition comme du pire au pouvoir, Mitterrand mêlait les registres tout comme il variait les entourages. Sa temporalité était multiple, jouant sur plusieurs tableaux, prenant garde à ménager en paroles le peuple de gauche alors même que sa politique concrète pouvait le désertier.

Dans une sorte de dédoublement permanent, il ne cessait de parler aux siens pour ne pas les égarer en route, même s'il prenait un chemin solitaire à l'abri de secrets parfois inavouables.

Non sans culot, sinon cynisme, comme l'illustre, dans cette même déclaration de 1993, cette remontrance collective d'un homme qui ne rendait compte à personne de sa liberté : « Les socialistes doivent cesser de croire qu'un succès personnel est plus important qu'une défaite de leur parti. »

Documentant, dans les colonnes du Monde, les scandales qui ont marqué son double septennat et dont l'amoralisme l'accable au premier chef (lire sur mon blog un inventaire datant de 1995), j'en avais résumé le sens par une formule, en titre d'un essai paru en 1992 : La Part d'ombre. La part d'ombre, par opposition à sa part de vérité qu'il avait revendiquée en 1969 dans un livre d'entretiens avec Alain Duhamel.

Mais mon réquisitoire n'était pas univoque, soulignant d'emblée qu'entre ombre et lumière, l'une supposant l'autre, ces deux parts se complétaient, indissociables pour saisir la complexité d'un aventurier du pouvoir.

Reste que cet aventurier fut présomptueux, pris au piège des institutions qu'il prétendait dominer : procureur de la Cinquième République sous la droite, notamment gaulliste, Mitterrand en devint le défenseur zélé, au point d'augmenter comme jamais le champ du pouvoir présidentiel, son irresponsabilité et son clientélisme.

Or ce choix-là fut sans retour, comme un point de gangrène qui finit par gagner tout le corps. C'est sans doute pourquoi, vingt ans après, parmi ceux qui, au pouvoir, se réclament de son héritage, il ne reste plus rien des artifices mitterrandiens. Plus rien de cette habileté à sauver un horizon d'espoir face à la débâcle.

Du mitterrandisme, ils n'ont gardé que la part d'ombre

En comparaison, ses successeurs, tels que les résume François Hollande, ne sauvent rien et saccagent tout. Comme si la nécrose était achevée, les dépouillant de toute épaisseur intellectuelle et de toute profondeur historique. Et ne laissant apparaître que la sécheresse du pouvoir dans sa nudité répressive et autoritaire : un pouvoir réduit à la police et à l'armée, à l'ordre et à la sécurité. Un pouvoir qui plus est factice car ne tenant qu'à l'illusion de solidité et de stabilité d'institutions faites pour protéger la présidence du peuple, mettre celui qui l'occupe, et ceux qui le servent, à distance de ses impatiences et à l'abri de ses colères.

Tandis que son parti n'a cessé de reculer aux élections municipales, européennes, départementales et régionales, le second président de la Cinquième élu sous l'étiquette socialiste essaye donc de survivre en jouant avec la droite et l'extrême droite, leurs surenchères identitaires et sécuritaires. N'hésitant pas à diviser les Français au lieu de les protéger du terrorisme, confortant ainsi les haines et les peurs qui désignent des boucs émissaires, il « triangule » dans l'espoir de se succéder à lui-même. Calculs misérables puisqu'ils mettent l'essentiel en péril – des principes, des valeurs, des luttes, bref une histoire, la longue durée d'une mémoire de résistance à l'ordre établi.

Bradant l'héritage par égoïsme, ce président en devient forcément muet sous le bavardage de ses nombreux discours, écrits et réécrits. Il ne sait plus s'adresser aux siens, ne se souvient plus de leur langue, de leurs mots, de leurs symboles, ne serait-ce que pour sauver les apparences. C'est comme si les héritiers socialistes de l'aventure mitterrandienne n'en avaient gardé que la part la plus médiocre, de calcul et de tactique. Comme si ne restaient que les pauvres habiletés et plus aucune hauteur. Comme si, en somme, le présidentielisme césariste et bonapartiste avait achevé son œuvre, réduisant la marche de l'État au seul « je » d'un pouvoir solitaire dans l'indifférence totale au « nous » qui en fut le marchepied.

François Hollande, tout comme Manuel Valls ou Jean-Christophe Cambadélis, ne doivent d'exister en politique qu'au succès initial de l'aventure mitterrandienne, portée par les souffles contestataires des années 1960 et 1970 – contre le

pouvoir personnel, l'injustice économique et le conservatisme social. Vingt ans après qu'elle s'est achevée avec la mort de son héros, ils portent, par l'impasse médiocre où ils ont conduit la gauche socialiste, le remords de l'occasion manquée de l'après-1981, quand la jeunesse avait encore droit à l'espoir. Ils sont l'aveu vivant de l'échec de leur génération – qui est aussi la mienne, bien que je ne goûte pas les solidarités d'âge, factices et trompeuses.

Cette génération, en politique, n'aura appris et gardé du mitterrandisme que la part d'ombre, ses manœuvres et ses combines. Ce jour anniversaire, au spectacle de l'égarément de l'actuelle présidence, qui nous met en état d'urgence permanent et en situation de déchéance nationale, je me suis souvenu de ce que j'avais écrit, il y a plus de deux décennies, en 1992, pour secouer la génération de François Hollande et consorts. Sans m'extraire alors de cette adresse, destinée à tous ceux qui, aujourd'hui, sont responsables et comptables d'un présent incertain et d'un futur obscurci.

« Penser où ça fait mal, avais-je écrit en conclusion de La Part d'ombre, ce pourrait être nous regarder en face et contempler notre défaite, nous voir tels que nos enfants nous verront demain quand ils nous demanderont des comptes. Nous, cette génération confuse qui crut s'offrir un monde autour de Mai-68 et dut, en vieillissant, se contenter de provinces et de fiefs, de places et de situations, d'envies et d'ambitions. Nous, qui serons tenus pour responsables de notre impuissance à conjurer les périls.

« Responsables d'avoir laissé faire, laissé venir à nous la guerre et grandir la haine, laissé prospérer l'injustice et proliférer la complaisance. Responsables de s'être laissé prendre au piège de cette décennie d'aveugle amnésie où nous nous proclamions férocement modernes, fascinés par les jeux d'argent et de pouvoir, oublieux de nos indignations juvéniles, courtisans empressés pour les moins scrupuleux, avides de reconnaissance pour les plus habiles, tandis que, dans l'ordinaire réalité que nous délaissions, l'immigré prenait peur et Vichy savourait sa revanche, le chômeur se recroquevillait sur sa détresse solitaire et la France sur son illusoire grandeur. Nous fûmes oublieux, et en ce sens irresponsables : à l'incertitude du siècle qui s'annonce, nous avons ajouté l'obscurcissement de ce qui fut, hier et naguère.

« Porter la plume dans la plaie, c'est cela aussi : inscrire l'exigence du passé dans l'inquiétude du présent. »

J'aurais, bien sûr, préféré avoir eu tort, tant ces lignes de 1992 furent écrites, déjà, dans l'espoir d'un sursaut. Tout comme je préférerais ne pas avoir à relire, plus de trente ans après, ces pages de L'Effet Le Pen où, en 1984, je prévoyais la durée et le renforcement de l'hypothèque d'extrême droite sur la vie publique française faute d'une alternative radicalement démocratique. Toujours est-il que, d'une alarme l'autre, le programme n'a pas changé.

Le grand deuil du mitterrandisme, c'est celui de la politique comme aventure d'un seul, gangrénée par la survie au jour le jour d'un pouvoir personnel, délié de sa dette envers ceux qui l'ont conduit au sommet de l'État. Retrouver l'exigence du passé, c'est inscrire, de nouveau, dans notre présent la promesse initiale sans laquelle ces monarques éphémères n'auraient jamais pu régner. Se remettre en marche vers l'horizon des causes communes, cet imaginaire où la politique retrouve un idéal vécu de liberté, d'égalité et de fraternité.

mediapart.fr

VI) Le vote FN progresse chez les fonctionnaires, en particulier dans la police et l'armée



Le vote FN est en forte progression au sein des différentes fonctions publiques, en particulier dans la police et l'armée, selon une enquête du Cevipof publiée samedi
© DOMINIQUE FAGET

Le vote FN est en forte progression au sein des différentes fonctions publiques, en particulier dans la police et l'armée, selon une enquête du Cevipof...

Le vote FN est en forte progression au sein des différentes fonctions publiques, en particulier dans la police et l'armée, selon une enquête du Cevipof publiée samedi.

Si la "pénétration" du vote FN s'était déjà affirmée à l'élection présidentielle de 2012, le "mouvement s'est sensiblement accéléré, notamment chez les fonctionnaires de catégorie C (postes moins qualifiés).

En 2012, 16% d'électeurs issus de la fonction publique de l'Etat avaient voté FN. 22,7% exprimaient avant les régionales de décembre 2015 leur intention de voter pour le parti présidé par Marine Le Pen.

Ce phénomène, qualifié de "tournant historique", concerne, selon le Cevipof, les trois fonctions publiques (d'Etat, territoriale et hospitalière).

"Si l'on ne prend que les actifs certains de voter, le niveau de vote FN grimpe encore chez les fonctionnaires de catégorie C: 39% pour les agents de la fonction publique d'Etat (FPE), 28,8% pour ceux de la FPT (territoriale) et 44,7% pour ceux de la FPH (hospitalière)", écrit le Cevipof.

"Il faut encore souligner que si l'on écarte du calcul les fonctionnaires membres du monde enseignant au sens large (c'est-à-dire les enseignants des premier et second degrés, du supérieur, comme les personnels de direction des établissements), le vote FN atteint 30,5% des suffrages exprimés au sein de la FPE et 15,8% au sein de de la seule catégorie A (cadres)", poursuit le Cevipof.

"Le FN obtient d'ailleurs des scores appréciables au sein du monde enseignant: 9,4% dans l'ensemble de ce monde, mais également 9,8% chez les instituteurs et professeurs des écoles, 9,2% chez les professeurs du second degré et 8,4% chez ceux du supérieur", détaille le Centre de recherches politiques de Sciences Po.

Chez les policiers et militaires, les intentions de vote fin 2015 atteignent 51,5%, contre environ 30% en 2012.

Cette évolution est sensible depuis l'élection de

François Hollande ne 2012 mais, écrit le Cevipof, elle ne "joue pas tant contre la gauche socialiste, qui obtient encore des scores honorables en 2015, ni contre les écologistes, que contre le Front de gauche et l'extrême gauche qui s'effondrent".

Ainsi, dans la FPE, "le score moyen pour les listes PS est de 36% en 2012 contre 34% en 2015, passe de 2% à 8% pour les listes écologistes mais de 15% pour les listes FDG ou d'extrême gauche à 7%".

Enquête a été réalisée entre le 20 et le 29 novembre 2015 auprès de 23.061 personnes interrogées selon la méthode des quotas. L'enquête porte sur 3.368 fonctionnaires de l'Etat, 1.334 fonctionnaires de la fonction publique territoriale (FPT), 796 fonctionnaires de la FPH et 1.846 agents des entreprises publiques.

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...
La Presse en Revue**